

LIVRET PRATIQUE

CAPITALISATION CROISÉE DES PROJETS
FISONG « PARTICIPATION CITOYENNE »



ÉPISODE 1 : DÉCLENCHER LA
PARTICIPATION CITOYENNE

AVANT PROPOS

PAR MARIE BJORNSON-LANGEN
DIRECTRICE DU DÉPARTEMENT TRANSITIONS POLITIQUES ET CITOYENNES
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Quelques mois après que l'Agence française de développement se soit vu confier le mandat d'intervenir sur la gouvernance en 2016, nous avons lancé une facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (FISONG) afin de soutenir des projets en faveur de la participation citoyenne des groupes exclus et/ou discriminés de la vie publique. L'Agence observait en effet depuis plusieurs années une demande croissante de ces groupes d'être mieux associés aux choix en matière de projets et de trajectoires de développement.

Trois projets aux approches très différentes ont été sélectionnés : « Makon Citoyen » sur la concertation entre organisations communautaires en Haïti, porté par le CCFD et le KNFP ; « Cité.BJ » sur le numérique comme outil de promotion de la démocratie locale, mis en œuvre par le CIDR-Pamiga et l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) ; et « Bruits de Tambours » sur une campagne cross media autour de la participation citoyenne, projet mené par le RAES et Equilibres et Populations au Sénégal. Une capitalisation croisée tout au long des trois années de leur exécution a été menée, afin d'en tirer les enseignements et de les partager.

Parce que la légitimité des États ne s'exerce pas uniquement par la fourniture des services publics mais également dans la façon dont les populations sont actrices des choix et des décisions, l'AFD intègre, depuis de nombreuses années, la participation citoyenne dans les projets de développement qu'elle finance. Cette exigence de démocratie plus inclusive et participative se trouve également au cœur des mouvements qui ont accompagné les transitions politiques dans de nombreux pays d'intervention de l'Agence. Au travers de cette FISONG, il s'agissait d'aller plus loin et de soutenir de nouvelles approches permettant notamment la participation des femmes et des jeunes, souvent exclus du dialogue citoyen et des prises de décisions.

Cette série de livrets, auxquels sont joints des podcasts, propose des modes opératoires inspirants et potentiellement duplicables et témoigne des savoir-faire spécifiques des ONG et de leur proximité avec les citoyennes et citoyens engagés.

Vous visiterez ainsi les espaces citoyens Makon au Nord d'Haïti, téléchargerez les applications citoyennes des collectivités locales béninoises et visionnerez les productions radiophoniques et télévisuelles dédiées à l'éducation à la citoyenneté par le divertissement.

Belle visite et bonne écoute

Ce livret est le produit de la capitalisation croisée de trois projets soutenus par la FISONG Participation citoyenne : le projet des « Makòns » en Haïti, le projet « Bruits de Tambours » au Sénégal, et le projet « CiTé.bj » au Bénin. Elle a été menée entre 2018 et 2021 afin de leur permettre de se renforcer mutuellement et de tirer ensemble une série de leçons et de conseils utiles aux autres initiatives qui s'engagent dans la promotion de la participation citoyenne. Cette capitalisation s'est construite autour de trois grands axes de questionnement :

1 Comment déclencher la participation ?

2 Comment animer la participation ?

3 Comment impliquer les pouvoirs publics dans la dynamique de participation ?

Des éléments-clés d'expériences et de conseils issus des projets sont rassemblés, pour chacun de ces trois axes dans :



Un livret
(comme le présent livret)



Un podcast

LES TROIS PROJETS CAPITALISÉS

« MAKÒNS » en Haïti, porté par la KNPF et le CCFD



Il consiste à la mise en place et l'accompagnement d'espaces locaux de concertation et de participation citoyenne rassemblant les organisations d'un territoire pour réfléchir aux problèmes locaux et aux solutions à apporter ; notamment en termes d'action publique.

« BRUITS DE TAMBOURS » au Sénégal, porté par le RAES et EquiPopCFD



Il consiste à transmettre les principes de base de la participation citoyenne, prioritairement auprès des jeunes et des femmes, à travers des supports médiatiques à la fois divertissants et socio-éducatifs (feuilleton télévisuel et podcast) diffusés à l'échelle de la sous-région. La sensibilisation à la participation citoyenne est déclinée localement à travers un volet d'activités communautaires.

« CITÉ.BJ » au Bénin, porté par l'ANCB et le CIDR Pamiga

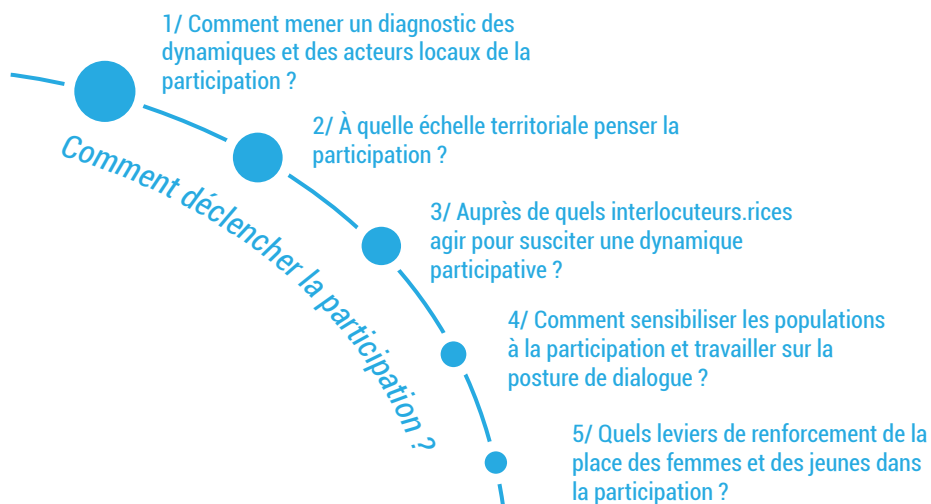


Il consiste à influencer sur la qualité des services publics rendus par quatre communes, en les soutenant dans l'animation et l'outillage de la participation citoyenne, afin d'associer des populations exclues du dialogue politique communal, notamment les femmes et les jeunes, aux décisions de développement local de leur commune.

COMMENT DÉCLENCHER LA PARTICIPATION CITOYENNE ?

Autrement dit comment renforcer la demande de participation de la part des citoyen.ne.s ? Comment faire bouger les représentations autour de la participation, dans des contextes où les craintes et les résistances peuvent être fortes, pour mobiliser les citoyen.ne.s dans les espaces de participation ?

Et comment s'assurer que ces espaces rassemblent réellement les citoyen.ne.s dans toute leur diversité ? Pour échanger leurs expériences et leurs conseils, les projets ont notamment cherché à répondre à cinq questions clés, qui structurent ce livret :



Ce livret est organisé autour de ces questions. Elles forment des chapitres, structurés en sous-rubriques suivant les conseils-clés issus des échanges d'expériences des équipes.

Une fiche de synthèse de ces conseils-clé est à retrouver en dernière page de ce livret.

POUR COMMENCER : QUELQUES CONSTATS ISSUS DES DIAGNOSTICS PRÉALABLES

Travailler sur la participation des citoyens revient à activer leurs motivations. Pour cela, une connaissance fine du territoire apparaît incontournable puisqu'elle permet de comprendre les dynamiques spécifiques au contexte et d'adapter le projet en conséquence. C'est ce qui a poussé les projets à concevoir une première phase intitulée selon les projets « cartographie », « diagnostic » ou « état des lieux initial de la participation ».

Avant de partager une série de conseils concernant l'orientation et la mise en

œuvre de ces enquêtes, revenons d'abord sur les principaux constats issus de ces diagnostics, constats qui se rejoignent au-delà de la diversité des contextes d'intervention des projets. Les enquêtes permettent d'abord d'identifier une série de freins à la participation s'appliquant à l'ensemble de la population, puis d'approfondir les causes de la seconde observation partagée : l'absence (ou l'invisibilité) des femmes et des jeunes dans les espaces citoyens. Les constats partagés ci-après sont ainsi présentés en deux temps : constats généraux puis spécifiques.

DES OBSTACLES SIMILAIRES MALGRÉ LES DISPARITÉS TERRITORIALES

L'ensemble des porteurs des projets soutenus par la FISONG constatent dès la phase de diagnostic un doute et une réticence des populations, qui découle en grande partie

de l'histoire politique des pays concernés (violences politiques, fraudes électorales, etc.), et que résume bien un membre du projet CiTé.bj.

« Il y a une réticence ambiante à la participation. Les gens se disent "On a fait le gros du travail en élisant à la tête de notre commune des autorités" (...) Ils ne voient pas, en tant que citoyens, un autre rôle. Nous leur expliquons que le travail ne s'arrête pas au vote : qu'il faut accompagner les autorités locales dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement, et que cela nécessite leur participation. » (CiTé.bj)

Premier obstacle : Les populations expriment une méfiance persistante vis-à-vis d'une politisation de la participation citoyenne et de son instrumentalisation. Ainsi, une réaction fréquente est celle du rejet des espaces de participation, qui restent perçus comme des tribunes électorales ou des instruments de l'opposition.

« La vie publique et politique est perçue négativement comme étant un monde violent, et un monde dans lequel on est forcément redevable. Le fait d'y entrer implique forcément de devoir rendre la pareille à quelqu'un un jour. » (Bruits de Tambours)

Deuxième type d'obstacle : Les populations estiment que les batailles politiques sont éloignées de leurs préoccupations : soit qu'elles ne se sentent pas concernées par les sujets traités et les réponses apportées, soit que leur participation au débat est trop difficile car les espaces leur sont difficilement accessibles ou la teneur des discussions leur est incompréhensible. L'éloignement est ressenti à la fois comme intellectuel et physique.

Enfin, un **troisième type d'obstacle** émerge lorsque les populations assistent au débat sans parvenir à y participer. Elles ont l'impression que leur parole n'est pas prise en compte et ne voient pas d'effet suite à leur participation. Souvent déjà elles sont découragées face à la difficulté de prendre la parole.

- ➡ L'ensemble de ces constats plaident pour un ancrage très localisé des espaces de participation.
- ➡ Cependant, pour travailler à cette échelle micro-locale, les diagnostics soulignent les disparités de peuplement entre territoires ruraux et urbains.

UN ANCRAGE LOCAL BIEN DIFFÉRENT ENTRE TERRITOIRES URBAINS ET RURAUX

Les projets notent souvent que « l'ancrage local » sur lequel se construit la participation n'est pas le même sur tous les territoires.

L'équipe du KNFP (Haïti) souligne ainsi que dans les zones urbaines (comme dans la zone du Cap Haïtien), la plus grande diversité d'origine des habitant.e.s peut affaiblir le sentiment d'appartenance à ce territoire. Sur ces territoires urbains, la concurrence entre les organisations et entre les leaders peut être également plus importante, et il peut s'avérer plus difficile d'animer les échanges autour des problèmes communs du territoire.

Au Sénégal, les équipes de Bruits de Tambours constatent que les populations rurales et urbaines ne se sentent pas concernées par les mêmes sujets : ainsi par exemple, les enjeux démocratiques trouvent une expression plus manifeste à l'intérieur et autour des centres urbains (comme en témoignent les mouvements citoyens ouest-africains des dix dernières années). Dans les zones rurales, des facteurs tels que les niveaux moyens d'éducation, la fracture numérique et l'accès à l'information qui en découlent jouent sur les velléités et les capacités d'action des citoyen.ne.s dans ce domaine.

Au Bénin, comme sur les autres projets, la population rurale rencontre des difficultés de transport et se mobilisera d'autant plus facilement que les rencontres sont accessibles, en proximité et en langue locale, permettant ainsi des débats localisés traitant de leurs préoccupations concrètes.

UNE FAIBLE PRÉSENCE DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LES ESPACES CITOYENS

Les résultats des enquêtes et des états des lieux initiaux menés par chacun des projets ont mis en évidence une tendance à la marginalisation des femmes et des jeunes dans les espaces de participations locaux.

Les raisons déclarées par les femmes pour expliquer leur faible participation :

- Leur charge domestique ;
 - La répartition des rôles au sein de leur couple ;
 - La primauté de la génération de revenu ;
 - La crainte de la violence du débat politique ;
 - La barrière de la langue, surtout en zone rurale.
- (Bruits de Tambours)*

Le Sénégal illustre le paradoxe de la situation : les femmes et les jeunes sont majoritaires dans la population, une loi sur la parité a été adoptée, et des mouvements de jeunes comme « Y en a marre » ont fait de la citoyenneté leur cheval de bataille. Malgré tout, femmes et jeunes demeurent nettement sous-représentés au niveau des instances de gouvernance locale telles que les conseils de quartier, les comités de développement sanitaire et les bureaux des conseils municipaux. Ces instances sont encore constituées quasi exclusivement d'hommes âgés et prennent peu en considération l'expression de la population, en particulier celles des femmes et des jeunes.

Ce constat d'une faible participation des populations vulnérables est net, et il est commun aux différents projets. La marginalisation se traduit notamment par l'absence de participation physique de ces populations aux espaces locaux, par le manque de considération de leur parole lorsqu'elles participent et la faible prise en compte de leurs intérêts, ou par la réduction de leur parole à des thématiques spécifiques auxquelles elles sont associées.

- L'enquête du projet CiTé.bj met en avant la moindre participation des femmes aux réunions publiques, mais aussi (et ces deux constats sont liés) le manque de

connaissance du plan de développement communal qui est un socle indispensable à partir duquel mener la concertation locale.

- L'enquête du projet Bruits de Tambours a relevé une situation de rupture du dialogue entre les femmes et les hommes, entre les jeunes et les plus âgés, de faible prise en compte de la parole des femmes et des jeunes dans les espaces de participation, mais aussi de confinement de ces populations à des thématiques assez spécifiques auxquelles ils et elles sont associé(e)s (santé, jeunesse, éducation, etc.).

- Le suivi mené par le projet Makòns a permis de réaliser la très faible représentativité des femmes et des jeunes dans les espaces Makòns, même après la première année d'exécution du projet. Par ailleurs, les observations du KNFP soulignent le faible nombre d'organisations de femmes et de jeunes dans une bonne partie des territoires de fonctionnement des Makòn.

Au-delà de ces diagnostics, les projets rapportent également le témoignage récurrent par les femmes de leurs difficultés à se déplacer sur de longues distances, d'assister à de longs formats d'activités de participation, et une disponibilité concentrée sur certains temps spécifiques de la journée, du fait de leurs autres contraintes.

1 COMMENT MENER UN DIAGNOSTIC APPROFONDI DES DYNAMIQUES ET DES ACTEURS LOCAUX DE LA PARTICIPATION ?

La mise en discussion inter-projets de cette phase d'enquête préalable a permis d'identifier d'une part des obstacles du même type. Elle a d'autre part mis en évidence que les ressorts de la mobilisation et les propositions des projets sont à adapter aux réalités spécifiques, des populations et des contextes, de chaque territoire.

Enfin, elle a permis de tirer deux enseignements concernant l'administration de ces enquêtes :

- Le premier enseignement porte sur les objectifs et les utilisations des enquêtes :

si elles ont vocation à repérer les pratiques participatives existantes et les motivations de la population à y prendre part ou à s'en tenir à l'écart, les enquêtes sont aussi propices pour effectuer un recensement des acteurs et organisations du territoire et prendre contact avec eux.

- Le second enseignement porte sur les modalités d'enquête : il montre que les dispositifs doivent intégrer le manque d'enthousiasme de la population pour le sujet de la participation et les conditions parfois compliquées pour atteindre les populations les plus éloignées.

PROFITER DE L'ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES ET ESPACES DE PARTICIPATION EXISTANTS POUR REPÉRER LES ACTEURS ET ORGANISATIONS CLÉS

Derrière ces termes génériques d'enquête, de diagnostic et d'état des lieux, on retrouve en réalité une diversité d'objectifs et de démarches complémentaires :

Il peut s'agir de chercher à analyser les pratiques et les espaces de participation déjà existants sur le territoire ; les résistances et les intérêts portés par les populations à la participation : Quelle est l'ampleur des pratiques de participation locale ? Quels sont les intérêts perçus à participer (et quelles résistances) de la part de différents types de populations ? Existe-t-il des espaces de participation mobilisateurs et lesquels ? Etc.

On retrouve cette démarche de diagnostic dans plusieurs projets :

Durant trois semaines, des chargé.e.s de mission numériques issus des quatre communes du [projet CiTé.bj](#) (Bénin) ont rencontré les habitant.e.s pour les interroger sur leur participation aux réunions publiques, leurs manières d'interagir avec les autorités locales, leur connaissance des plans de développement locaux, etc. Ils et elles ont consigné leurs retours sur des questionnaires en ligne, afin d'établir un « État Zéro » de la participation auquel se référer.

Le projet Bruits de Tambours (Sénégal) a mené une première enquête sur le territoire de Saint-Louis afin de mieux comprendre les mécanismes de gouvernance locaux, de recueillir les perceptions de différentes catégories de populations (notamment les femmes et les jeunes) sur leurs propres pratiques de participation, leurs places dans les instances de concertation locales, et leur envie même de participer. Le travail a été mené à travers des consultations auprès des citoyens.ne.s et des décideurs et décideuses locaux (*focus groups*), avec l'aide d'un anthropologue sur le terrain. Une recherche a aussi été menée sur le cadre législatif dans lequel s'inscrit la participation à Saint-Louis et dans le pays.

Il peut s'agir aussi de chercher à repérer les organisations ou les leaders locaux qui pourront être les leviers d'une participation plus inclusive. Qui sont les acteurs et actrices capables de mobiliser sur le territoire autour des enjeux de participation ? Quelles sont les organisations à associer aux espaces de concertation ? etc.

Le KNFP, en Haïti, a cherché à repérer les organisations de la société civile (OSC) à mobiliser dans les Makòn en ciblant les OSC les plus actives dans les activités

collectives menées au niveau local (colloques, dialogue avec les autorités locales, etc.). Procéder ainsi permet d'éviter d'associer des organisations dormantes ou opportunistes. Cette démarche de ciblage a pris beaucoup de temps et de moyens (déplacements, rencontres individuelles et collectives) pour se familiariser avec ces organisations, et construire une relation de confiance avec elles (« *pour que les organisations ne sentent pas que l'on est des étrangers pour eux* »).

La cartographie menée par le projet Bruits de Tambours (Sénégal) a aussi permis de repérer les « acteurs.rices-clés » de la participation à Saint-Louis. C'est sur la base de ce premier travail d'identification que les animateurs et animatrices ont pu être identifiés, et que le périmètre des groupes de dialogues citoyens locaux a été précisé.

Dans le cas de CiTé.bj (Bénin), ce repérage s'est trouvé facilité par l'existence d'une cellule de participation citoyenne regroupant 15 OSC de la commune actives dans la participation citoyenne. En revanche, ce repérage a été plus complexe à mener sur les réseaux sociaux (mais il mérite d'être réalisé).

3 CONSEILS PRATIQUES

ADAPTER LA COLLECTE AUX POPULATIONS CIBLÉES ET AUX ENJEUX DE LA PARTICIPATION



Dans les démarches d'enquêtes auprès des populations (autour de leurs pratiques et de leurs perceptions de la participation), plusieurs conseils sont mis en avant, notamment par le projet CiTé.bj :

1

Les projets CiTé.bj et Bruits de Tambours évoquent chacun la réticence d'une partie des populations à répondre à l'enquête, notamment du côté des femmes. La thématique de la participation publique a pu en effet créer de la suspicion et de la crainte, face aux dérives de politisation d'une partie des espaces de concertations locaux. D'où l'importance que la collecte d'information se mène de visu et au cours de formats de dialogue suffisamment longs, pour **explicitier la démarche et la distancier des représentations négatives** de la participation.

2

Pour aller au plus près des populations éloignées de la participation et agréger facilement les données, les enquêteurs du projet CiTé.bj se sont rendus dans les villages, munis d'un outil d'enquête par le biais d'outils numériques Open Source (Lime Survey - version Web et Mobile). Toutefois, les enquêteurs sur le terrain ont été confrontés à des problèmes récurrents de connectivité dans les villages ciblés, qui les ont empêchés de remplir facilement les grilles d'enquêtes. Le conseil est donc de **privilégier des outils pouvant fonctionner hors connexion**, et transférer les données collectées une fois de nouveau en ligne.

3

D'autres détails spécifiques comme la nécessité de **mener l'enquête de terrain en langue locale**, et de **prévoir celle-ci en dehors de la saison des pluies**, ont également pu freiner certains projets, qui conseillent de les intégrer dans la « check-list » de départ de ce type de diagnostics.

2 À QUELLE ÉCHELLE TERRITORIALE PENSER LA PARTICIPATION ?

Le choix de l'échelle de participation pose deux questions importantes :

- ➡ Sur quel niveau de préoccupations faire porter la mobilisation citoyenne ?
- ➡ Et comment rendre géographiquement accessibles les espaces de participation ?

Les trois projets ont unanimement répondu à la première question en privilégiant des initiatives au niveau micro-territorial. Les résultats des enquêtes sont unanimes : déclencher une dynamique de participation locale durable repose sur l'intérêt et la capacité d'une population à se mobiliser sur des sujets en proximité de leurs préoccupations quotidiennes.

ANCER LA PARTICIPATION A UN NIVEAU TRÈS LOCAL PUIS REMONTER LES ÉCHELLES DE PARTICIPATION

« Là où j'habite, là où je rentre chaque soir pour dormir, c'est là que tout doit commencer. Je ne dois pas me sentir déplacé de mon territoire. » (KNFP)

Les trois initiatives se rejoignent sur un constat simple : le besoin au départ d'un ancrage très localisé de la participation. Le sentiment d'appartenance et les liens entre les organisations sont plus forts au niveau le plus local, ce qui permet de mobiliser davantage les citoyen.ne.s et de les amener à saisir tout l'intérêt de la démarche de participation. Très concrètement, ce constat a conduit les projets à penser dès le départ des échelles de participation très locales et très circonscrites, en cherchant ensuite bien souvent à articuler ces espaces locaux à d'autres échelles de participation :

Le projet **Bruits de Tambours** a d'abord organisé les « dialogues citoyens » au ni-

veau des Conseils de Quartiers de Saint-Louis, le premier niveau administratif du pays ; afin d'aller au plus proche des citoyen.ne.s (« d'aller là où ils se trouvent »), de préserver le lien avec leurs représentants locaux et de permettre au plus grand nombre de participer.

Dans un deuxième temps, le projet a mis en place un événement plus large, réunissant les différents quartiers de la ville et les autorités communales, afin de faire remonter les revendications communes des citoyen.ne.s (issues des dialogues, des groupes d'écoute, des groupes de visionnage, de la radio citoyenne, etc.) et de changer ainsi l'échelle de la participation.

Le projet **Makòns** a cherché lui aussi à mobiliser les citoyen.ne.s en partant « du milieu le plus petit » et en remontant ensuite les échelles de participation. En pratique, le projet a développé des espaces Makòns à différentes échelles :

- Des « Ti'Makòns » se trouvent au niveau des sections communales des centres-villes (la plus petite division administrative en Haïti). Ils permettent de poser les pro-

« Avant, lorsqu'on faisait des formations, on convoquait tout le monde en centre-ville. Maintenant avec les Makòns, ils restent dans leurs zones. Ils nous disent que c'est la première fois qu'une organisation vient jusqu'à eux. Les Makòns contribuent à créer un chez-soi à ces gens. » (KNFP-Makòns)

blèmes les plus locaux et d'ébaucher des solutions collectives.

- Des « Gros Makòns » se trouvent au niveau des communes (équivalent d'un canton en France). Ils permettent de rassembler les petits Makòns, une fois fonctionnels, et de partager les solutions élaborées localement.

- Des visites inter-Makòns permettent par ailleurs à deux Makòns de se rencontrer et de travailler ensemble en partageant les problématiques rencontrées sur leur territoire et les solutions pour y répondre.

CIBLER DES ALLIÉS BIEN IMPLANTÉS SUR LE TERRITOIRE

Sur les trois projets, cet ancrage micro-local passe par la collaboration avec des personnes et des organisations implantées localement : ainsi, la mise en place d'un espace Makòn sur une zone, ciblée pour sa centralité au sein d'un territoire, s'appuie sur des personnes ressources qui orientent le KNFP vers des organisations à sensibiliser et fait les présentations. L'équipe Makòn gagne du temps dans le repérage d'interlocuteurs, bénéficie du capital confiance suffisant pour présenter son approche Makòn et constituer un groupe expérimental.

Dans le même ordre d'idée, le projet Bruits de Tambours précise qu'il n'aurait pu se tenir sans la présence de partenaires très implantés sur les lieux d'intervention, et reconnus tant par la population, le réseau associatif que les autorités locales (partenaires membre du consortium de projets, mais aussi jeunes et femmes repérés durant la cartographie). L'équipe souligne que ce lien avec

« Nous nous sommes reposés sur des partenaires locaux pour présenter le projet aux acteurs institutionnel, comprendre les dynamiques communautaires (structuration de la commune, des quartiers) et identifier des leaders locaux potentiels animateurs des activités communautaires. » (Bruit de Tambours)

les partenaires a été capital pour mener le travail d'enquête, animer les activités communautaires et mobiliser les organisations locales.

Sur le projet CiTé.bj, cette présence de proximité est assurée par les mairies qui se sont portées volontaires pour développer leurs dynamiques participatives. Les chefs d'arrondissement sont de bons relais de proximité. De même, la mairie s'appuie également sur des OSC déjà structurées comme des associations de femmes leader.

« La décision légitime en matière de développement local revient aux conseils communaux. Il vaut mieux agir au niveau des élus pour que la dynamique puisse prendre. » CiTé.bj

3 AUPRÈS DE QUELS INTERLOCUTEURS AGIR POUR SUSCITER UNE DYNAMIQUE PARTICIPATIVE ?

Si la finalité des projets de participation citoyenne est de renforcer l'implication des populations dans les affaires publiques, les porteurs et porteuses de projets intervenant sur la participation ont à choisir entre solliciter directement les habitant.e.s d'un territoire ou dynamiser leur participation en passant par la mobilisation des organisations de la société civile déjà actives.

> Lorsque le diagnostic montre que les organisations de la société civile (OSC) sont représentatives et inclusives, la stratégie peut être de renforcer la coordination de leurs actions.

> Lorsque le diagnostic constate que la

défiance des populations les plus marginalisées à l'encontre des organisations de la société civile en place constitue un obstacle majeur (et que ces OSC sont peu représentatives de la diversité des populations locales), alors la stratégie peut être de soutenir la participation directe de ces populations.

Alors que le projet Makòn a opté pour la collaboration avec les OSC, les projets Bruits de Tambours et CiTé.bj ont choisi la deuxième option. Leurs retours d'expérience peuvent aider à arbitrer en faveur de l'action directe ou indirecte auprès des populations.

STRATÉGIE 1 : RENFORCER LA COORDINATION D'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE REPRÉSENTATIVES MAIS ÉPARSES

Intervenir au niveau des organisations de la société civile, le choix du projet Makòn.

Le projet Makòn a décidé d'intervenir au niveau des organisations de la société civile locale, pour ne pas placer les Makòn en substitution de ces OSC. Si ces organisations sont nombreuses en Haïti, l'équipe du KNFP a remarqué que celles-ci manquent généralement d'un « *espace dédié et commun pour penser les besoins de leur territoire d'intervention* ». Chaque organisation réfléchit à ses projets de son côté, sans mutualiser avec d'autres organisations sa compréhension du contexte territorial et avec une capacité limitée à solutionner les situations rencontrées.

L'équipe a aussi repéré que si des initiatives d'espaces inter-organisations existaient ponctuellement, c'était toujours du fait d'une autorité locale ou d'une organisation internationale souhaitant consulter les OSC locales dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet (comme par exemple un projet d'installation d'eau potable). Mais, le projet terminé, cet espace disparaît.

En échangeant avec les OSC, celles-ci ont exprimé le fait que, isolées, elles manquaient d'envergure pour peser durablement sur des problématiques territoriales. Face à ce constat, et avec la sensibilisation du KNFP, elles ont saisi l'intérêt d'essayer de dépasser leurs différences pour cher-

cher ensemble des solutions et gagner en influence. Les espaces Makòn ont été créés pour aider ces organisations locales à réfléchir les besoins en termes de services publics en regardant « ce qu'ils ont, ce qu'ils n'ont pas, comment cela fonctionne et comment apporter des solutions pour aider la population à avoir des services publics ». Chaque espace Makòn propose un cadre de concertation stable et apolitique pour observer, analyser et améliorer les services publics d'un territoire bien déterminé, à partir des réflexions et contributions de membres d'organisations de la société civile locale.

« En Haïti, nous avons une société civile descendante, les gens cultivés viennent en bas pour parler aux plus démunis. Mais le projet a une approche inverse : nous réunissons des personnes démunies, nous mettons les "sans voix" ensemble pour faciliter la prise de parole et participer au développement du pays. Tout le monde a sa place dans le développement du pays. » KNFP-Makòns

➡ Cette approche a l'avantage de s'appuyer sur la structuration déjà existante de la société civile et fait le pari de son étayage entre pairs.

➡ Sa limite est qu'elle s'adresse à des citoyen.ne.s déjà mobilisés dans des organisations et peut passer à côté des populations les plus marginalisées. Pour éviter cet écueil, les Makòn font connaître leurs actions régulièrement en organisant des événements publics et ainsi attirer les populations peu intégrées dans les organisations existantes.

STRATEGIE 2 : ENCLANCHER UNE RÉAPPROPRIATION DE LA PARTICIPATION CITOYENNE PAR LA POPULATION

Intervenir directement auprès des citoyen.ne.s, la stratégie des projets Bruits de Tambours et Cité.bj.

Au Sénégal comme au Bénin, la société civile est active au sujet de la participation citoyenne. Pourtant les deux projets ont décidé volontairement de s'adresser d'abord individuellement aux populations.


Le Bénin a une longue pratique de la participation citoyenne, qui passe fondamentalement par les organisations de la société civile. Celles-ci jouent un rôle d'intermédiaire entre les citoyen.ne.s et les autori-

tés locales. Cependant, l'équipe du projet CiTé.bj estime que la configuration de ces organisations de la société civile ne reflète pas la diversité de la société béninoise. Cet écart entre les membres de ces OSC et la population « entraîne une faible défense des intérêts des populations, surtout des groupes marginalisés ». Malgré une action importante de ces organisations en matière de participation, le projet CiTé.bj a jugé plus utile, plus pertinent et plus innovant de renforcer les citoyen.ne.s pour qu'ils et elles puissent interagir directement et activement avec les autorités locales.


L'ambition de CiTé.bj était aussi de proposer des nouveaux outils ou espaces de participation citoyenne par lesquels chaque citoyen.ne puisse s'exprimer librement et de manière anonyme : en présentiel (comme les espaces citoyens ou l'évaluation citoyenne) ou par le biais du numérique.

Dans un même ordre d'idée et avec le souci de développer une participation citoyenne dissociée de la politique partisane, l'objectif principal que s'est fixé le projet Bruits de Tambours est de « *semer des graines pour susciter l'engagement politique parmi les habitants et habitantes, afin qu'ils et elles fassent entendre leur voix et participent au développement de leur commune comme ils et elles le souhaitent* ». Le projet a mis

en lumière la diversité des possibilités pour participer à la vie de la commune et faire évoluer la participation citoyenne en mettant l'accent sur tel ou tel sujet selon leur sensibilité. Certain.e.s seront plus concernés.e.s par la parité générationnelle alors que d'autres souhaiteront s'impliquer sur le fonctionnement des instances représentatives ou sur des revendications économiques... Le projet Bruits de Tambours a souhaité montrer que l'engagement peut se traduire de différentes manières : « *participer aux différents conseils, aller voter, se présenter à une élection, s'engager dans la vie associative, ect.* » Le projet a pour cela choisi de sensibiliser les citoyen.ne.s et renforcer leur implication citoyenne en général, pour qu'eux-mêmes puissent aller dialoguer avec leurs représentants.

 **Si étoffer la participation individuelle vise à renforcer l'implication de chacun et chacune dans la société civile, les porteuses et porteurs de projets sont conscients de deux écueils possibles :**

- o Le risque de démobilité des citoyen.ne.s isolé.e.s ;
- o Le possible sentiment de concurrence ou de contournement des organisations de la société civile.

 **Pour éviter ces écueils, ils ont veillé à faire du lien avec les organisations de la société civile lors de certaines activités ou à créer des passerelles entre leurs activités et celles des OSC.**

4 COMMENT SENSIBILISER LES POPULATIONS À LA PARTICIPATION ET TRAVAILLER SUR LA POSTURE DE DIALOGUE ?

Rendre la participation accessible et concrète en la positionnant en proximité des habitant.e.s est une étape nécessaire mais cela ne suffit pas. Tous les projets ont aussi dû relever un autre défi, de taille, celui de susciter « *l'envie de participer* » des populations et des organisations locales.

Les équipes des projets se sont appuyées sur les résultats des enquêtes préalables (voir 1 de ce livret) pour répondre à ce défi et opérer un rapprochement entre la participation et les citoyen.ne.s.

Ainsi, pour lever les résistances et les craintes préalables à une première participation, les projets s'attellent en amont à travailler sur une manière d'explicitier ce

qu'est la participation (et ce qu'elle n'est pas), tout en cherchant à développer des démarches mêlant des rencontres réelles et virtuelles, des campagnes d'affichage, des outils TV, radio, numériques, etc.

Les efforts de sensibilisation sont cependant à maintenir au long court et la motivation à participer sera entretenue par la façon d'animer la participation et les effets que celle-ci générera. Ces éléments sont développés dans le livret 2 (Animer la participation).

Retenons ici deux types d'approches complémentaires de sensibilisation pour accompagner le cheminement vers la participation :

DÉVELOPPER DES OUTILS MÉDIA POUR CHANGER LES REPRÉSENTATIONS SUR LA PARTICIPATION

Chacun des projets a utilisé activement les médias (radios, TV, numérique) pour soutenir leur démarche de sensibilisation à la participation :

Les chargé.e.s de mission numérique issus du [projet CiTé.bj](#) se sont appuyés sur les radios locales et les réseaux sociaux pour mener une partie de leurs campagnes auprès des populations locales.

L'équipe du [projet Makòn](#) a organisé une série de conférences de presse afin de permettre aux médias locaux de relayer les activités des Makòns et renforcer leur visibilité.

Mais c'est l'équipe du [projet Bruits de Tambours](#) qui a souhaité aller le plus loin dans l'utilisation des médias, en faisant de la transformation des représentations par la radio et la télévision le cœur même de son objectif. Le projet, dit « *d'édu-tainment* », a permis de développer des contenus TV (avec la série « Wara ») et radio (avec le Podcast « Dianké ») centrés sur la question de la participation des femmes et des jeunes. Le passage par les médias TV et radio permet de toucher largement des populations très diverses, rurales et urbaines, et de penser le changement de représentation à grande échelle.

Edutainment : Mot d'origine anglo-saxonne composé sur la base des mots « education » et « entertainment » (divertissement). L'edutainment désigne une démarche qui consiste à introduire du divertissement et du ludique dans une activité culturelle ou à dimension pédagogique et/ou éducative.

Pour autant, le projet a aussi cherché à adapter les contenus en fonction de différents publics :

LA SÉRIE TV WARA

Elle s'adresse davantage à un public jeune, urbain, familier du numérique et qui a connu l'effervescence des mouvements citoyens qui ont émergé ces dernières années dans la sous-région.

Synopsis

« Après des années d'exil, Moutari Wara est autorisé à revenir dans sa ville natale à une seule condition : ne pas faire de politique. Mais alors que des élections municipales anticipées se préparent, Aïcha, l'une de ses étudiantes en droit, va le pousser à s'engager personnellement contre la corruption et le clientélisme »
(Bruits de Tambours)

LE FEUILLETON TV DIANKÉ

Il permet quant à lui de toucher des populations plus âgées et plus rurales, en prenant davantage la forme d'un conte politique, et en adoptant les codes de la palabre, de la métaphore et de l'oralité africaine.

Synopsis

« Dianké est une jeune femme indépendante issue d'une famille de la classe moyenne. Elle apprend la mort de son père, qu'elle n'a pas connu, en même temps qu'elle perd son emploi, après avoir refusé de céder à la corruption. La vidéo qu'elle poste à l'issue de son licenciement trouve un énorme écho auprès de la jeunesse, et bouleverse son destin. »
(Bruits de Tambours)

L'un des défis principaux des activités de sensibilisation est de s'affranchir de la pesanteur institutionnelle et de la dimension moralisatrice qui leur sont souvent attribuées. Comment éviter que la sensibilisation à la participation soit perçue comme une nouvelle injonction comportementale ? Comment développer des produits qui contribuent à transformer effective-

ment les représentations et les comportements ?

Le format d'edutainment est une des réponses proposées par les projets. La série Wara et le podcast Dianke pour le projet Bruits de Tambour, des quizz radiophoniques ou des jeux sur le projet Cité .bj ont permis de sensibiliser sans sermonner.

5 CONSEILS PRATIQUES

DÉVELOPPER DES PRODUITS D'EDUTAINMENT AUTOUR DE LA PARTICIPATION (BRUITS DE TAMBOURS)



1

Considérer comme une étape à part entière le moment de diagnostic et de conception collective des messages, en amont de la production. Bruits de Tambours a mené des temps d'ateliers mêlant les équipes du projet et les producteurs, productrices et auteur.e.s, afin de mieux appréhender le contexte culturel et les cibles visées, d'identifier des problématiques, de définir les messages communs sur chacune d'elles, etc.

2

Partir des formats les plus appréciés par les populations cibles (série TV, feuilleton radio), et limiter les « marqueur institutionnels » de la sensibilisation : la série et le feuilleton sont ainsi présentés sans rendre trop visibles les ONG et bailleurs qui les soutiennent.

3

Jouer sur l'affect et l'intellect en même temps, en identifiant des scènes du quotidien qui soient suffisamment « clivantes », et qui suscitent forcément des réactions. Il s'agit de permettre une projection de situation, une identification aux personnages, et de susciter une réflexion des spectateurs et auditeurs sur leurs propres comportements.

«Un exemple de situation clivante : dans le feuilleton radio-phonique, il y a ce moment phare à la fin du 1er épisode où Dianké (l'héroïne) est soumise à un fait de corruption auquel elle refuse finalement de se soumettre. Elle perd donc son emploi, ce qui la décide à raconter sa version des faits.»

4

Choisir des auteur.e.s issus de la zone concernée et aux profils variés (avec une parité hommes/femmes dans l'équipe) pour développer un contenu adapté aux publics visés ; et former les auteur.e.s aux enjeux de genre.

5

Assumer un travail de pédagogie vis-à-vis des créateurs et créatrices de ces produits, qui ne sont pas nécessairement familier.e.s des enjeux de participation et qui peuvent avoir tendance à s'en écarter au profit de la logique de divertissement. Il s'agit aussi de développer un véritable binôme entre équipe projet et bailleur (en l'occurrence l'AFD) afin de pouvoir dialoguer sur le fond des messages à délivrer, et d'assurer un portage institutionnel fort du bailleur face aux producteurs et productrices.

SENSIBILISER SUR LE TERRAIN, EN PARTANT DES BESOINS QUOTIDIENS, POUR DONNER LE GOÛT DE LA PARTICIPATION

Quelles que soit les modalités de la sensibilisation à la participation citoyenne, les animateurs et animatrices sont vigilants à faire porter l'échange sur des dimensions concrètes des personnes rencontrées et à ancrer l'échange sur la vie de la cité et non sur une dimension politique. Il ne s'agit pas de critiquer l'action des autorités en place, ni d'exiger certaines pratiques mais de débattre avec les populations sur les façons dont elles pourraient influencer sur les décisions.

Au-delà des produits médias de sensibilisation, les équipes projets insistent également sur le besoin d'une information et d'un dialogue sur le terrain auprès des populations, autour des enjeux participation. Ainsi par exemple, pour renforcer l'information des populations, le projet CiTé.bj a eu recours au traditionnel crieur public

(aussi nommé « animateur mégaphone »). Celui-ci passe dans les villages et/ou quartiers de la commune pour informer les citoyens de l'actualité communale, départementale voire gouvernementale. Cette modalité est l'une des façons de transmettre l'information en la délivrant au plus près des citoyens.

En matière de sensibilisation sur le terrain, l'un des défis est de parvenir à désamorcer cette vision « politique » négative très ancrée, en redonnant confiance dans la participation. Pour cela, les projets prennent soin d'aborder la participation « sous un angle de développement », et cherchent à « donner le goût » de la participation en démontrant qu'elle est d'abord un moyen d'aborder voire de solutionner des préoccupations quotidiennes des citoyens.

4 CONSEILS PRATIQUES

SENSIBILISER LOCALEMENT AUX ENJEUX DE PARTICIPATION (CITÉ.BJ)



Au Bénin, la participation s'est construite en grande partie autour des cellules de participation citoyenne. Ces cellules sont souvent perçues comme des tremplins politiques pour l'opposition, ou comme des espaces de campagnes politiques pour les maires en place. Le projet CiTé.bj se trouvait donc face à la nécessité d'éloigner la participation de cette image étroitement associée aux compétitions politiques locales. Quatre pratiques du projet ont porté leurs fruits :

1

Le projet CiTé.bj est parti du constat que le passage par le numérique a permis de renforcer la curiosité de nombreux citoyens autour de la participation ; le numérique offrant des outils innovants de dialogue qui intéressent les populations. Pour attiser cette curiosité, le projet a proposé notamment des formations en informatique et des outils quizz numériques. **Formations et quizz sont attractifs.** La montée en capacité informatique est une demande forte de la population et les petits jeux en ligne permettent d'aborder de façon ludique la compréhension de la participation et les enjeux de genre. Ces deux entrées ont rencontré un certain succès.

2

Le fait de **mobiliser une personne de la mairie** (les CMN - « chargé.e.s de mission numérique ») pour mener cette sensibilisation a été également décisif pour mobiliser et convaincre les populations de l'engagement de ces Mairies dans le processus. Par leur double appartenance, employé.e communal.e et habitant.e du territoire, ils et elles peuvent identifier les points communs d'intérêts et faire fonction de passerelle entre la collectivité et ses concitoyens.

3

Le projet a cherché à **démarrer la sensibilisation en partant des besoins quotidiens et concrets** des populations rencontrées. Face à des commerçantes par exemple, il s'agissait de les interroger sur l'organisation du marché, sur l'intérêt des autorités concernant leurs activités, sur le type d'appui dont elles ont pu bénéficier, le type de dialogue qu'elles voudraient avoir avec ces autorités, etc.

4

Sur la base de ces préoccupations quotidiennes, les CMN ont pu chercher à **mettre en avant la manière dont la participation citoyenne par le biais du numérique permettaient de « faciliter la tâche »** de chacun.e, dans ses activités quotidiennes : en leur permettant de discuter plus facilement avec la mairie, de soulever ses préoccupations, etc.

5 QUELS LEVIERS ACTIVER POUR RENFORCER LA PLACE DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA PARTICIPATION ?

Les trois projets ont porté une attention particulière à la participation des femmes et des jeunes. Ils se sont ainsi attachés à étudier plus précisément l'accès de ces publics aux espaces de participation, ainsi que les pratiques de participation au sein de ces espaces en termes quantitatifs et qualitatifs.

Les obstacles identifiés sont de trois ordres :

- Le manque de préparation à la prise de parole ;

- Le manque de disponibilité pour les rencontres ;

- Le manque de considération lors de leur participation.

Après avoir identifié ces obstacles, chaque projet a proposé des mesures pour les contourner et exploré différents types de solutions. Certaines solutions proposées, comme le suivi de la qualité du temps de parole et les rencontres non mixtes, ont inspiré réciproquement les projets.

VEILLER À UNE INTÉGRATION TRANSVERSALE ET QUOTIDIENNE DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS PROPOSÉES

Avant même de proposer des mesures ciblant particulièrement les femmes et les jeunes, les différents projets ont porté une attention particulière à l'accessibilité et à l'attrait de leurs actions pour ce public spécifique.

Voici quelques exemples de la façon dont CiTé.bj a essayé de solutionner l'indisponibilité des femmes, très occupées entre autres par leurs activités marchandes, pour assister aux ateliers de participation citoyenne :

➡ Profiter des jours de marchés « calmes » pour organiser des activités à l'endroit des femmes

➡ Renforcer l'information préalable sur l'atelier au sein de la population

➡ Conjuguer l'atelier avec un contenu intéressant les femmes, comme :

- Lien avec les enfants (réel intérêt des Femmes pour les formations sur le numérique ou les réseaux sociaux en lien avec l'hygiène ou sur le « contrôle » de l'usage des réseaux sociaux de leurs enfants),
- Promotion dans leurs commerces,
- Élargissement de leurs contacts/connaissances (sphère économique, sphère familiale / retrouver des amis),
- Meilleure utilisation du numérique en général (ce qui inclut l'ordinateur) ou d'autres thèmes (comme montrer des vidéos Youtube pour utiliser des nouvelles semences, sur la cuisine, etc).

Ces propositions répondent à une préoccupation première : que les femmes et les jeunes soient présents dans les actions de participation citoyenne, sans que ce soit de manière imposée comme à travers des quotas ou des « pré-sélections » orientées

vers des femmes ou des jeunes reconnu.e.s pour leur implication dans la communauté. Un second volet de propositions, complémentaires, s'adresse plus spécifiquement aux femmes et aux jeunes pour favoriser leur participation à la citoyenneté.

DÉVELOPPER DES ESPACES DE DIALOGUE SPÉCIFIQUES AUX FEMMES ET AUX JEUNES

Face au constat de marginalisation des femmes et des jeunes, les projets Makòns et Bruits de Tambours ont proposé d'expérimenter des espaces de dialogue propres à ces populations. Il s'agissait, à travers ces espaces, de permettre une prise de parole plus volontaire et plus libre, afin de renforcer la confiance et le goût de la participation. Chaque projet a mis en place des réunions conviant uniquement les femmes ou les jeunes, à l'exclusion d'autres catégories de participant.e.s.

Le projet Bruits de Tambours a développé des groupes d'écoute et de visionnage de ses produits médias. Après avoir fait le constat de la difficulté des femmes à prendre la parole face aux autorités et aux hommes plus âgés, le projet a décidé de mettre en place des groupes « spécifiques » (tout en gardant en parallèle un format de dialogue citoyen large, pour éviter d'enfermer chacun.e dans des silos et garantir un croisement de regard). Ces groupes spécifiques ont permis aux femmes et aux jeunes de prendre la parole plus librement. « *Cela permet d'ouvrir des sujets qui ne seraient pas abordés autrement* ».

Les femmes se réunissent entre elles et n'ont pas peur de donner leur avis sur tous les sujets. Elles s'encouragent entre elles, et témoignent de leurs propres expériences de marginalisation au sein de leurs organisations. Au cours du temps, ces « Makòns Femmes » prennent leur autonomie et pensent leurs propres activités.
(Makòns)

Face au constat net du KNFP de la marginalisation des femmes et des jeunes au sein des Makòns, le projet a cherché à développer des espaces spécifiquement dédiés aux femmes ou aux jeunes.

« Pouvoir visionner Wara ou écouter Dianké au sein de groupes spécifiques a permis aux femmes et aux jeunes de s'identifier encore plus avec les personnages. Les femmes osaient dire qu'elles voulaient devenir comme Dianké (...). Autrement il y a toujours une autocensure qui se fait. On cherche à casser cette autocensure. »
(Bruits de Tambours)

Ces espaces spécifiques ont été proposés avec pour hypothèse que, pour éviter que les femmes et les jeunes ne participent aux rencontres en tant que simples « observateurs des hommes qui prennent la parole et décident de tout », il fallait leur proposer un espace dédié. Ces espaces alliant débat, sensibilisation et formation leur permettraient de s'exprimer, de gagner en assurance et en légitimité.

De fait, suite à la mise en place de ces espaces spécifiques, la présence des femmes dans les Makòns mixtes a augmenté (en passant de 30% en 1^{ère} année à 41% la 2^{ème} année) et leur participation

s'est largement transformée, les Makòns spécifiques leur permettant de préparer en amont des assemblées mixtes les sujets à aborder.

3 CONSEILS PRATIQUES

DÉVELOPPER DES ESPACES DE DIALOGUE SPÉCIFIQUES AUX FEMMES ET AUX JEUNES (MAKÒNS)



1

Les temps de rencontres spécifiques entre femmes ou entre jeunes sont articulées avec les temps de Makòns mixtes. Dans ces Makòns mixtes, femmes et jeunes peuvent revenir sur les points de discussions évoqués dans leurs Makòns spécifiques. Ils constituent des sortes d'espaces d'entraînement, qui leur permet de participer plus et mieux. Le but final doit donc rester à terme de favoriser la participation dans les espaces mixtes.

2

Un **besoin de désamorcer les inquiétudes des hommes** : Il est intéressant de noter que la mise en place de ces Makòns « Femmes » et « Jeunes » a suscité des inquiétudes de la part des hommes présents dans les Makòns (crainte que le débat et les solutions envisagées ne leur échappent). Il a fallu désamorcer ces inquiétudes, en mettant en avant cette logique d'entraînement pour une participation de meilleure qualité et en les invitant à un Makòn spécifique.

3

L'intérêt de **mobiliser les femmes/jeunes par le biais des organisations membres** : ce sont les responsables des organisations de la société civile qui sont amenés à déléguer des personnes pour participer aux Makòns Femmes/Jeunes. Ils peuvent donc tirer une certaine fierté à avoir des personnes représentées dans ces Makòns, qui témoignent de la diversité et de l'implication de leurs propres membres et permet de renforcer leur visibilité.

Dans le même esprit, CiTé.bj a expérimenté les sensibilisations spécifiquement orientées vers un public féminin (en particulier les jeunes filles en milieu scolaire, ou les femmes des marchés par exemple). En outre, le Forum des femmes leaders s'est révélé un outil pertinent pour créer un interlocuteur actif pour la mairie.

L'idée de créer des espaces dédiés aux femmes et aux jeunes pour renforcer leur inclusion a pu paraître paradoxale. Pourtant, après deux années de fonctionnement des Makòns spécifiques, le projet

Makòn a constaté : *« une aisance renforcée de la part de ces deux catégories de populations, ainsi qu'une meilleure représentativité au sein des rencontres mixtes. Informées et préparées, plus solidaires, elles ont des prises de parole plus longues, plus étayées et leurs propositions sont sources de nouvelles activités pour les Makòns. Elles ont aussi contribué à renforcer la structuration des discussions et à améliorer le niveau des débats »*. Ces résultats ont encouragé la mise en place de groupes spécifiques d'écoute et de visionnage sur le projet Bruits de Tambours.

DÉDOMMAGER LA GARDE D'ENFANTS POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES FEMMES

Au-delà de la mise en place de Makòns spécifiques, le projet du KNFP a fait le constat que l'une des contraintes qui empêchent les femmes de participer aux espaces Makòns est le fait d'avoir la charge de leurs enfants, sans pouvoir trouver de relais faute de disposer des moyens pour financer le coût de la garde de leurs enfants durant tout le temps de leur participation. Un dispositif de dédommagement a donc été mis en place pour couvrir cette garde d'enfants, sous forme de forfait qui leur est reversé comprenant les coûts de la garde et les frais de repas.

« La garde d'enfant représente une source de motivation pour les femmes. Les femmes se sentent plus en paix lorsqu'elles sont là. Elles sont assurées à leur retour de payer ceux qui gardent leurs enfants. » KNFP

L'expérience du KNFP dans ce domaine l'amène à souligner l'importance d'organiser cette compensation de manière discrète pour éviter les jalousies (entre femmes et surtout avec les maris) ; en évitant de simplement répondre aux demandes, mais en établissant plutôt au préalable, avec le/la président(e) du Makòn, une liste de femmes habituellement actives et pourtant absentes de façon répétées sans raison de santé ou de travail. De cette manière, il s'agit de cibler des femmes déjà motrices et engagées dans les organisations membres.

La prise en charge de la garde d'enfants s'est mise en place progressivement, le temps d'affiner le système d'attribution. Le nombre de gardes financées est passé de 189 au cours de la seconde année du projet à 280 gardes juste pour la première moitié de la troisième année. À noter que, dans un souci d'équité, ces forfaits peuvent aussi être disponibles pour les hommes qui sont en charge d'enfants.

MESURER LA PARTICIPATION ET LA PRISE DE PAROLE DES FEMMES ET DES JEUNES

Un autre moyen de renforcer l'attention portée à la participation des femmes et des jeunes est de valoriser leur participation dans les débats. C'est avec cet objectif que le projet Makòn puis le projet CiTé.bj ont instauré un suivi de la participation de ces deux types de populations.

Un suivi précis de la participation des femmes et des jeunes a été mis en place à travers le recensement de leur présence dans les espaces de participation (avec un objectif de parité de participants). Ainsi par exemple, au sein des Makòns, l'outil a per-

mis de constater que cette représentativité avait effectivement progressée de 30 % jusqu'à une moyenne de 41 % de femmes et de 24 % à 37 % de jeunes présents dans ces espaces. Mais au-delà de l'enjeu de présence physique des femmes et des jeunes dans les espaces Makòns mixtes, le défi était de s'assurer que ces femmes et ces jeunes prennent effectivement la parole et que cette parole soit entendue. C'est cette préoccupation qui a poussé les Makòns à mettre en place un outil de mesure de la prise de parole.

➡ **Un premier outil est utilisé pour mesurer le nombre de prises de parole et le temps de prise de parole effectif des femmes et des jeunes lors de chaque session** (à l'aide d'un chronomètre géré par l'organisation en charge de l'animation). Sur le projet CiTé.bj, un critère supplémentaire a été de noter aussi les prises de paroles en rapport avec l'âge des personnes, afin de sensibiliser aussi au fait qu'au sein d'une catégorie de public, les jeunes ne peuvent prendre la parole avec les plus vieux ; Les jeunes femmes se retrouvant ainsi en dernier dans l'ordre des prises de parole, ce qui peut être profondément décourageant.

« Pour estimer la qualité de la participation des femmes et des jeunes, on ne peut pas le faire à l'œil nu. Il faut un outil avec des critères qui permettent de dire le niveau de participation des femmes. » Makòns

➡ **Un second outil renseigne la « qualité » de cette participation**, c'est-à-dire le poids de la parole des femmes et des jeunes dans les débats, en analysant notamment :

- o Le nombre de réactions aux interventions des femmes/jeunes,
- o Le type de réactions (combien minimisent et combien soutiennent les propos)
- o Le nombre de propositions faites par des femmes/jeunes qui sont retenues en fin de séance ou qui contribuent à des prises de décision.

Les critères identifiés doivent être assez simples afin que n'importe quelle personne puisse l'utiliser et que les informations collectées ne soient pas trop difficiles à traiter. Les outils étant remplis par des membres des Makòn, ils sont établis en langue locale et identiques d'un Makòn à l'autre.

Le projet a ainsi développé une base de données dédiée au suivi de ces « ratios » de participation, et a pu mesurer la progression de leur participation. Après une année d'utilisation des outils de mesure de prise de parole, le projet Makòn a observé que :

60 % des femmes qui participent ont de-

mandé et obtenu la parole. Leur parole représente 40 % des prises de parole.

75 % des jeunes qui participent ont demandé et obtenu la parole. Leur parole représente 30% des prises de parole.

Ce suivi d'une séance à l'autre a aussi permis une prise de conscience des membres de Makòn du déséquilibre des temps de parole et de la différence de considération accordée à ces paroles. Un des moyens au service de cette prise de conscience est que la personne en charge du suivi énonce en clôture de chaque rencontre Makòn les résultats du suivi. 🟡

FICHE PRATIQUE N°1

DÉCLENCHER LA PARTICIPATION CITOYENNE

1 Diagnostic des dynamiques et des acteurs locaux de la participation

Cibler le diagnostic à la fois sur les pratiques et les espaces existants de participation, et sur les organisations et les leaders locaux leviers de la participation

Dans les enquêtes, privilégier la collecte d'info de visu et des formats de dialogue assez longs
En utilisant des outils mobiles de collecte qui peuvent également fonctionner hors ligne.

2 Définir une échelle territoriale

Ancrer la participation à un niveau très local

« Là où j'habite, là où je rentre chaque soir pour dormir, c'est là que tout doit commencer. Je ne dois pas me sentir déplacé de mon territoire. »

Partir du « milieu le plus petit » et remonter les échelles de participation

Exemple des Ti'Makòns menés au niveau des sections communales, qui ébauchent des solutions proposées aux « Gros Makòns » communaux.

Cibler des alliés bien implantés sur le territoire

Besoin de se reposer sur des acteurs reconnus tant par la population, le réseau associatif que les autorités locales.

3 Choisir ses interlocuteurs

Renforcer la coordination d'organisations de la société civile représentatives mais éparées

Enclencher une réappropriation de la participation citoyenne par la population

4 Sensibiliser les populations à la participation

Travailler sur les craintes et la vision politique négative de la participation

En l'abordant sous l'angle « développement », en partant des besoins les plus quotidiens, et faisant la preuve de la neutralité politique de ces espaces.

Articuler plusieurs canaux / formats de sensibilisation selon les publics

Créiers publics, espaces d'info locaux, quizz numériques, feuillets radios, série TV : chaque canal permet de mobiliser un public spécifique.

Concevoir des outils médias qui transforment les représentations

En jouant à la fois sur l'affect et sur l'intellect, en permettant l'identification, et en évitant les marqueurs institutionnels.

5 Stimuler la participation des femmes et des jeunes

Développer des espaces de dialogue spécifiques aux femmes et aux jeunes

Pour permettre une prise de parole et plus libre, et renforcer le goût de la participation (en articulant ces dialogues avec des espaces de décision mixtes).

Dédommager la garde d'enfants

En ciblant des femmes déjà actives dans les organisations membres.

Définir des quotas de représentativité et mesurer la prise de parole

En travaillant sur le temps de prise de parole mais aussi la « qualité » de participation de chacun (propositions, réactions, etc.).



POUR ALLER PLUS LOIN



Retrouvez le podcast « Déclencher la participation citoyenne »

sur SoundCloud : soundcloud.com/afd-officiel

sur Spotify : Podcast by AFD - Agence Française de Développement



Et complétez la collection avec les deux autres livrets pratiques

« **Animer la participation citoyenne** »

(livret pratique n°2)

« **Impliquer les pouvoirs publics** »

(livret pratique n°3)



Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75 598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31